

api

INFORMATIONS
REGIONALES

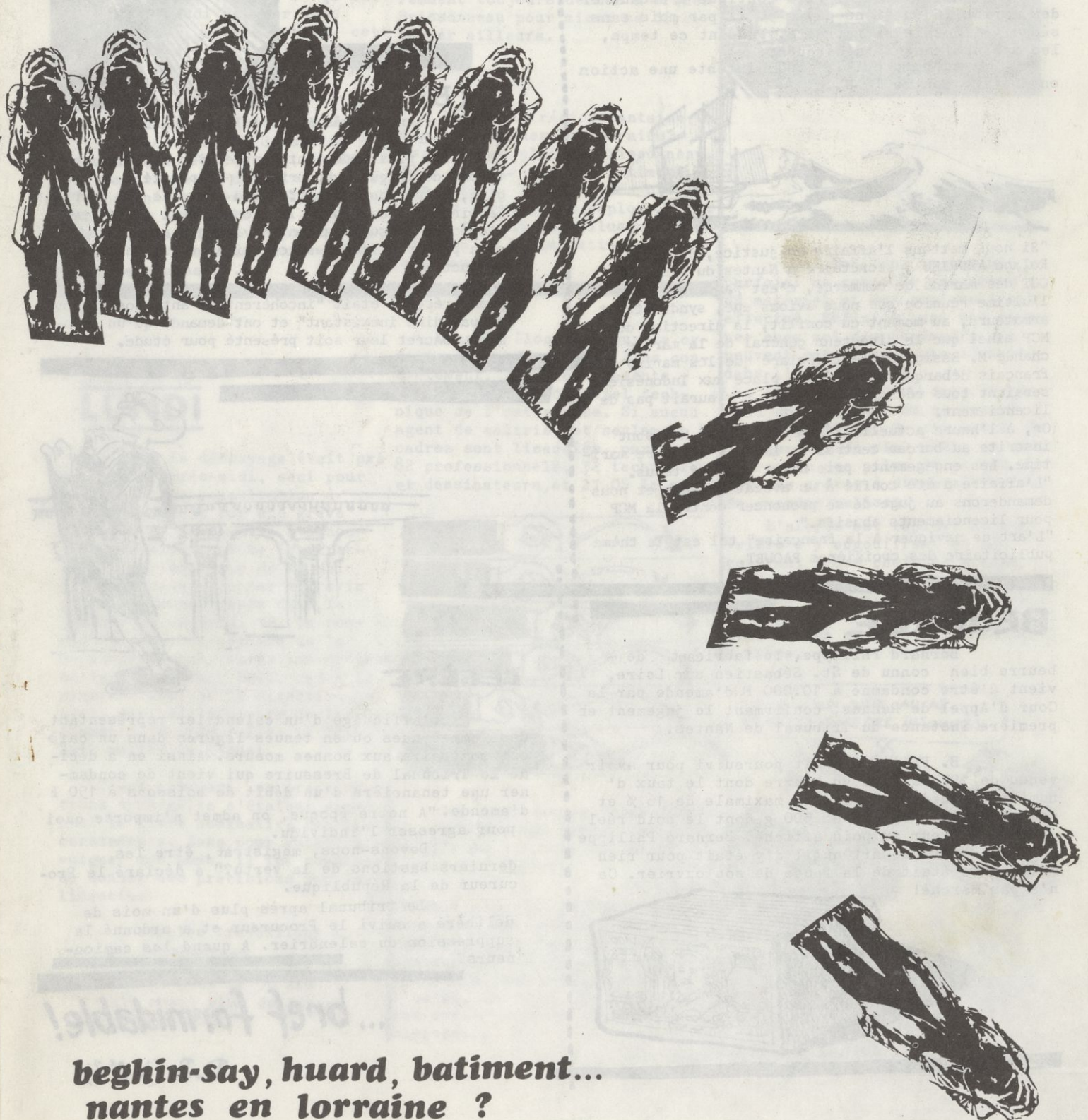
HEBDO

n° 60 / du 23 JANVIER au 30

dir. B.Lambert

3,50 F

BRISSEAU



**beghin-say, huard, batiment...
nantes en lorraine ?**

NOUVELLES BRÈVES

on vit une époque...

FLUCTUANTE

En octobre dernier, la Nouvelle Compagnie de Paquebots de Marseille (N.C.P.) qui arme les navires à bord desquels s'effectuent les croisières PAQUET décide d'embaucher une cinquantaine de marins indonésiens à la place des marins français travaillant en service hôtelier.

La riposte est vive. Quinze jours de grève générale des marins. Le processus d'embauche est provisoirement suspendue, et surtout les autres compagnies, tentées par le procédé décident de réviser leur position.

Mais la N. C. P. a continué à embaucher des marins indonésiens payés 500 F par mois sans sécurité sociale ni retraite. Pendant ce temps, les marins français débarquent.

Aujourd'hui la C G T tente une action en justice contre la N. C. P.



"Si nous mettons l'affaire en justice, explique Roland ANDRIEU, secrétaire à Nantes du syndicat CGT des marins de commerce, c'est parce que lors de l'ultime réunion que nous avons eue, syndicats et armateurs, au moment du conflit, la direction de la MCP ainsi que le directeur général de la marine marchande M. Essig, avaient déclaré que les marins français débarqués pour faire place aux Indonésiens seraient tous réclassés et qu'il n'y aurait pas de licenciement;

Or, à l'heure actuelle, 62 marins de la MCP sont inscrits au bureau central de la main d'oeuvre maritime. Les engagements pris n'ont pas été tenus.

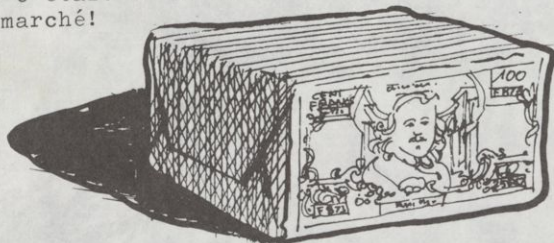
"L'affaire a été confié à un avocat nantais et nous demanderons au juge de se prononcer contre la MCP pour licenciements abusifs."

"L'art de naviguer à la française" tel est le thème publicitaire des croisières PAQUET.

BEURRÉE

Bernard Philippe, le fabricant de beurre bien connu de St. Sébastien sur Loire, vient d'être condamné à 10.000 F d'amende par la Cour d'Appel de Rennes, confirmant le jugement en première instance du Tribunal de Nantes.

B. Philippe était poursuivi pour avoir vendu de 1972 à 1976 du beurre dont le taux d'humidité excédait la limite maximale de 16 % et des plaquettes de 250 et 500 g dont le poids réel était inférieur au poids affiché. Bernard Philippe estimait pour ça part qu'il n'y était pour rien mais que c'était de la faute de son ouvrier. Ça n'a pas marché!



LICENCIIEUSE

Beghin Say a annoncé le licenciement de 210 employés d'ici la fin 1982 à NANTES.

Pour la direction il s'agit d'une question de survie de l'usine.

Il faut investir pour moderniser l'usine sans changer le volume de production. Tout cela doit passer bien sur par des licenciements. L'effectif actuel de l'usine qui est de 550 personnes doit tomber à 340 en 1982.

La CFDT s'est prononcée pour la modernisation mais contre les licenciements et a demandé l'ouverture de négociations.

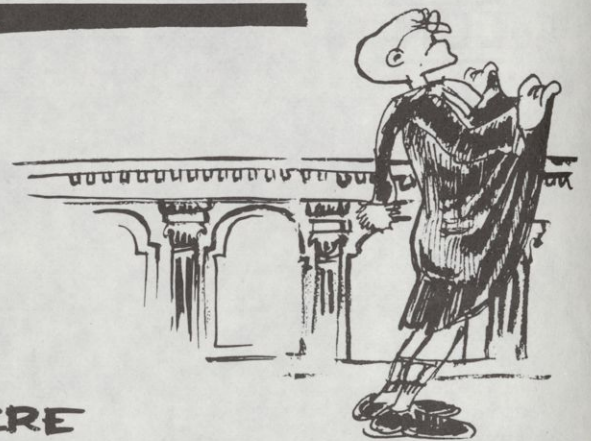


(BIS)

Chateaubriand, après ATLAS à Issé, HUARD licencie à son tour.

HUARD, la plus importante entreprise castelbriantaise, celle qui a apporté la prospérité à la région, un patron "social": Huard licencie 140 ouvriers. La Direction a annoncé le licenciement de 140 employés et la suppression d'avantages acquis tout cela pour réaliser des économies et augmenter la production.

Les représentants du personnel ont estimé que le plan présenté était "incohérent et anti-social, pour ne pas dire inexistant" et ont demandé qu'un document concret leur soit présenté pour étude.



LEGÈRE

L'affichage d'un calendrier représentant des femmes nues ou en tenues légères dans un café est contraire aux bonnes moeurs. Ainsi en a décidé le Tribunal de Bressuire qui vient de condamner une tenancière d'un débit de boissons à 150 F d'amende. "A notre époque, on admet n'importe quoi pour agresser l'individu.

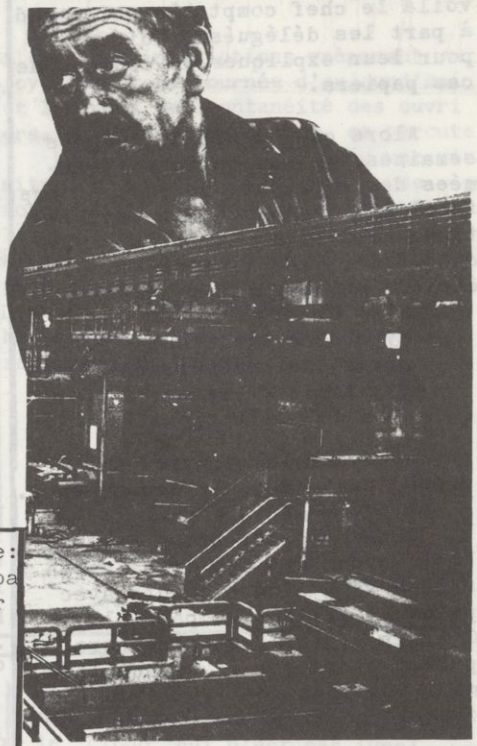
Devons-nous, magistrat, être les derniers bastions de la vertu?" a déclaré le Procureur de la République.

Le tribunal après plus d'un mois de délibéré a suivi le Procureur et a ordonné la suppression du calendrier. A quand les camionneurs?

... bref formidable!

D.B. (le 2^e?)

brissonneau USINE OCCUPÉE



Ce n'est pas vraiment une surprise. Mais encore fallait-il franchir le pas. C'est ce qu'ils ont fait. Lundi dernier dans l'après-midi, à Brissonneau, cette entreprise de la métallurgie menacée de 224 licenciements, on a voté la grève et on a occupé l'usine le soir-même.

La semaine s'est écoulée: les rencontres avec la direction du travail, la Préfecture, la Datar, une manif jeudi devant le boîte, la journée portes ouvertes dimanche. Et aussi, la vie quotidienne dans la boîte, la popularisation, les vieux souvenirs de 68 qui resurgissent...

Mais un adversaire de taille: le groupe Jeumont-Schneider, apparemment toujours décidé à brader Brissonneau pour mieux se développer ailleurs.

Alors? La région nantaise va-t-elle seconder la Lorraine? Parce qu'en plus de Brissonneau, il y a a Begin-Say, le bâtiment, etc. etc... Les stupides promesses de Barre (1500 emplois d'ici 1984) ne font pas illusion. D'où l'enjeu de l'occupation de Brissonneau.

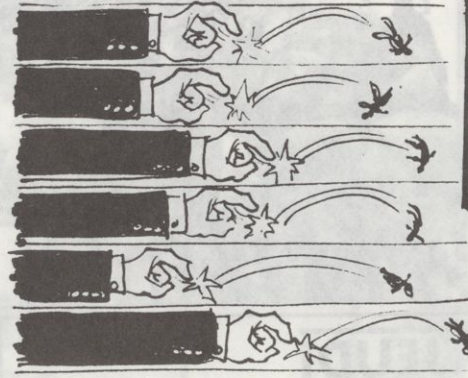
LUNDI

Le débrayage était prévu dans l'après-midi, ceci pour permettre une consultation à bulletin secret sur une grève éventuelle. La semaine s'annonçait décisive puisque la Direction Départementale de la Main d'Oeuvre devait donner son avis sur les licenciements dans la journée du vendredi 19. On commençait donc la semaine de la dernière chance. Après les actions entreprises avant Noël, après le premier recul de la direction qui avait diminué le nombre de licenciements (de 282 à 224) il fallait mettre le paquet.

C'est pourquoi les organisations syndicales s'étaient approprié la liste nominative des licenciements. Sans pour autant divulguer les noms, il fut possible de donner des précisions sur les licenciés:

- 3 couples travaillant à Brissonneau
- 23 de plus de 50 ans
- 14 ayant plus de 25 ans d'ancienneté

Détails éloquentes sur le cynisme d'une direction. Plus concrètement, les licenciements portent sur le potentiel technique de l'entreprise. Si aucun agent de maîtrise et seulement 4 cadres sont licenciés, par contre 82 professionnels, 32 techniciens et dessinateurs, et 21 OS le sont.



C'en était assez. Avec fermeté, 70 % des 400 travailleurs rassemblés en A.G. votaient la grève à bulletin secret..

Il s'en suivait alors un certain flottement chez les cadres et la direction. Alors que les ouvriers commençaient à prendre leurs dispositions pour passer la nuit à l'usine, on voyait certains cadres sortir avec de grosses serviettes...

Mal leur en prenait parfois: un contrôle rigoureux du matériel et des papiers était effectué. Enfin! A quoi bon emmener chez soi des documents qui peuvent rester en toute sécurité dans l'entreprise?

Autour des 19 h, dans le bureau du sous-chef du personnel, tout est allumé. On s'y agite. En y regardant de plus près, on peut entrevoir des piles de papier entassées prêtes à disparaître dans de grandes valises.

L'alerte est rapide: 20 ouvriers s'y engouffrent et découvrent leurs chefs en grande activité, déménagement. Cette interruption les irrite: on s'énerve, on veut sortir, on ne se sent plus maître chez soi... Mais rien à faire.



Alors, ça se calme, et voilà le chef comptable qui prend à part les délégués syndicaux pour leur expliquer le contenu de ces papiers.

Alors que depuis de longues semaines étaient en vain réclamées des explications sur la comptabilité, "à chaud" ces explications arrivaient enfin. Le coeur du conflit (les licenciements) y étaient envisagés comme suit:

- hypothèse 1: retour à 40 h après les licenciements
- hypothèse 2: retour à 40 h sans les licenciements.

Bien sur, il y avait une grosse perte dans le second cas..

Jamais la direction ne semblait avoir entrevu le maintien à 32 h sans licenciements avec paiement du chômage partiel. C'était clair. Les directeurs purent alors sortir tranquillement une fois ces révélations faites.

MARDI

Après une nuit active, marquée par divers travaux de sécurité (entendez par là, blocage des portes selon des techniques hautement sophistiquées) les 60 veilleurs se retrouvaient au petit matin, les yeux lourds, inquiets des premières visites...

Elles furent rares: ni la maîtrise, ni les cadres n'essayèrent de venir travailler. L'occupation semblait acquise; d'un côté les occupants, de l'autre les non-grévistes, tranquilles pour le moment. Un huissier accompagné d'un membre de la direction venait constater l'occupation dans la matinée. Plus intéressantes et réjouissantes furent les visites des grévistes de F.T.V. et de York, 2 boîtes de la Z. I. proches de Brissonneau. A croire que la grève gagnait toute la zone... Venaient aussi: des délégations de chez Guillouard et de la Sercel. Ainsi, une certaine popularisation commençait.

Impulsé par les organisations syndicales, le mouvement d'occupation était directement placé sous leur contrôle: un bureau intersyndical dirige la grève, que ce soit pour les problèmes de négociation avec les pouvoirs publics, ou bien pour les questions de vie quotidienne. Il n'est pas seul, heureusement. Trois commissions ont été créées: popularisation, animation, entretien-sécurité. Cette dernière assure le contrôle de l'entreprise, rondes et verrouillage des portes, etc...

L'animation, c'est bien sûr les initiatives telles que l'opération Portes Ouvertes. C'est aussi l'emploi du temps quotidien, les jeux, la garderie.

Celle-ci s'est mise en place avec quelques difficultés paraît-il. Mais en même temps, le premier mercredi, les enfants n'ont pas été déçus. On leur a proposé des jeux, mais aussi des caricatures des directeurs suivant les descriptions faites par les travailleurs... Bonne rigolade. Accompagnée le soir d'un "à mercredi prochain"... par les enfants, apparemment fort contents. De là, à souhaiter un nouveau mercredi d'occupation! A souligner aussi que ce mercredi-là c'étaient des hommes qui assuraient la garderie, à la surprise paraît-il de certaines femmes, joyeusement étonnées de leurs compétences.

Et tous les jours, ce sont des jeux, cartes ou football. L'ambiance est gaie. Pas euphorique, bien sûr, parce que Jeumont-Schneider est un adversaire de taille, et qu'il faudra certainement négocier dur pour s'en tirer. Mais on occupe, on "Possède" l'usine pour une période. Et on y fait ce qu'on veut.

La prise de parole de l'intersyndicale donne les derniers résultats des rencontres avec l'Inspection du Travail. Alors que d'ores et déjà, on avait une réduction des licenciements à 158 du fait du départ des contrats à durée limitée et de certains ouvriers atteignant 56 ans et 8 mois, on apprenait une nouvelle réduction de 22, soit 136 licenciements. Pour les pouvoirs publics "il n'était pas possible d'aller plus loin".

Pour les syndicats, c'était un premier résultat positif. Mais il était insuffisant. En effet, de nouvelles données sur les commandes avaient été enregistrées, pas officielles mais assez sûres tout de même. La SNIAS, entreprise qui se porte bien, semble accentuer sa politique de soustraction. Actuellement, il y aurait des négociations au niveau national pour monter des parties d'avion. Deux candidats: Dubigeon et Brissonneau. Cela s'effectuerait dans les locaux de l'ancienne Chambre de Commerce, appelée aussi "Hangar à



JEUDI

Un rassemblement devant l'usine était prévu. Dans le froid piquant, 250 à 300 personnes s'y retrouvent. Dubigeon a débrayé. Mais ce n'est pas la foule.

Bananes" sur le Quai des Antilles. Les subventions viendraient du Fonds d'Adaptation Industrielle, permettant la création d'un atelier avec 300 personnes, cela dans un délai de 18 mois.

Alors, il ne faut pas céder. Le rassemblement terminé, les ouvriers retournent occuper la boîte, commençant leur premier week-end, espérant le succès de la journée de dimanche.

DIMANCHE

Malgré l'interdiction de la "journée portes ouvertes" par la direction, l'usine est toujours aux mains des occupants. Ce qui fait que les nombreux visiteurs, parents amis, et autres camarades affluent aux portes de l'usine.

De 1000 à 1200 personnes peuvent ainsi suivre le parcours qui nous mène d'atelier en atelier. Des délégations aussi : Paysans-Travailleurs, l'Action Catholique Ouvrière, le bureau fédéral du P.S. des délégués du P.C. une vingtaine de personnes de la rue du Drac, etc. La popularisation porte ses fruits. Les Brissonneau ne sont plus seuls. Après une longue semaine, c'est le

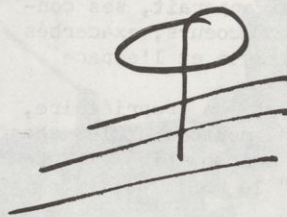
réconfort qui va permettre de démarer la semaine avec une nouvelle vigueur.

Visiter les ateliers, c'est découvrir les presses, les tours, les fraiseuses, toutes ces machines au pied desquelles sont inscrits les noms des travailleurs et travailleurs licencié(e)s. Chaque licencié(e) trouve son ou ses responsables parmi les chefs : pour montrer comment les règlements de compte personnels ont joué dans l'établissement de la liste, les grévistes ont particulièrement soigné la description des cadres et des jaunes. "Sale jaune, X." barbouillé à la peinture, ou encore "X. ancien délégué a retourné sa veste; il est maintenant du côté du patron". C'est très librement qu'ont

fleuri ces inscriptions préparant joyeusement la journée d'aujourd'hui et libérant la spontanéité des ouvriers. Contre la hiérarchie, ça percute

La semaine s'annonce avec une visite d'une troupe de théâtre, une soirée au F.J.T. un film sur Le Pellerin... Tout cela pour favoriser l'animation et la popularisation. En espérant aussi qu'au niveau des Unions Départementales et dans les autres boîtes, la solidarité syndicale ne sera pas un vain mot.

Paul K.



POUR LES CLOCHARDS, C'EST PLUS TARD!

Il nous arrivait d'aller bouffer dans un petit resto, que l'on croyait sympa'

"Le restaurant du Château" rue du château à Nantes.

- prix convenable. 15,50 Fr (entrée, plat de résistance, dessert).

- qualité de la bouffe, correcte

- décor tout simple.

- serveuses pas chiantes.

Or, nous avons été témoins d'une scène sûrement très banale.

Un soir : le restaurant commence à tourner. Les salles sont à moitié pleines. "la faune" est mélangée, quelques français moyens quelques marjos, quelques fils à papa, quelques gauchos.

Un type entre, genre un peu "clodo". "Je voudrais manger".

- La patronne (?) "Il n'y a pas de places, tout est réservé". Il insiste en montrant des places vides.

- La patronne "Non, non, je vous dis que tout est réservé, je suis désolée, revenez plus tard" avant 10 H"



Entre alors un jeune mec qui demande deux places (dont une pour le "clodo" qui n'est pas ivre)

- Même réponse avec grande assurance "désolée, tout est réservé, repassez plus tard".

- Le jeune mec "c'est sa tenue qui vous gêne ?"

- "Pas du tout".

- "Si si, vous faites de la sélection".

- "Sûrement pas, ici on accepte tout le monde, estimez vous heureux que je vous dise de revenir plus tard"...

Et les deux gus s'en vont en maugréant.

D'autres personnes arrivent.

"On peut manger ?". "Oui oui là-bas".

Et nous témoins, et tout couillons, on se pique le nez dans notre assiette en commentant.

En sortant de ce resto ; on se promet de ne plus y remettre les pieds, mais on aurait peut être mieux fait de laisser notre place à ces "deux troubles fête".

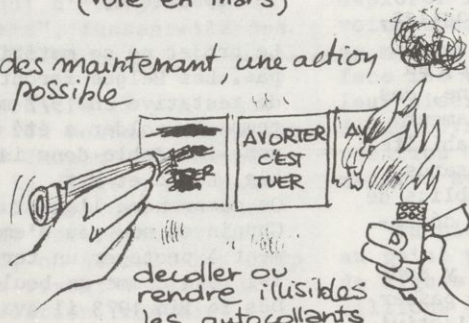
Cependant, il est tellement plus facile d'écrire un papier pour

l'APL que de faire un scandale...

LOI SUR L'AVORTEMENT

un enjeu des mois à venir
(vote en mars)

des maintenant, une action possible



MARDI 30 Janvier.

BLAIN Ciné Club.

"L'une chante, l'autre pas" d'Agnès Varda.

Prix des places 5 F et 8 F.

Toutes les femmes ayant appartenu à des G.F. sur Nantes sont invitées à participer au débat à la fin du film.

noirmoutier coule

Une brèche dans la digue et pour un moment c'est toute la nudité de l'île qui apparaît, ses conflits, ses rancoeurs, exacerbés par la petitesse et l'espace clos.

Le fermier et son propriétaire, l'éleveur de moutons et les chasseurs, les noirmoutrins et les "étrangers" la municipalité et l'état.

Difficile d'avancer une explication générale plutôt reconstituer, à la manière d'un puzzle, les lignes de partage autour des deux grandes questions de l'île: qui doit entretenir les digues et quel est l'avenir de Noirmoutier.

le polder Sebastopol

On savait le respect français du droit de propriété; on ignorait jusqu'où Noirmoutier en avait poussé la caricature. Depuis un texte de 1807 c'est en effet aux propriétaires privés des terrains sur lesquels les digues ont été construites d'entretenir celles-ci.

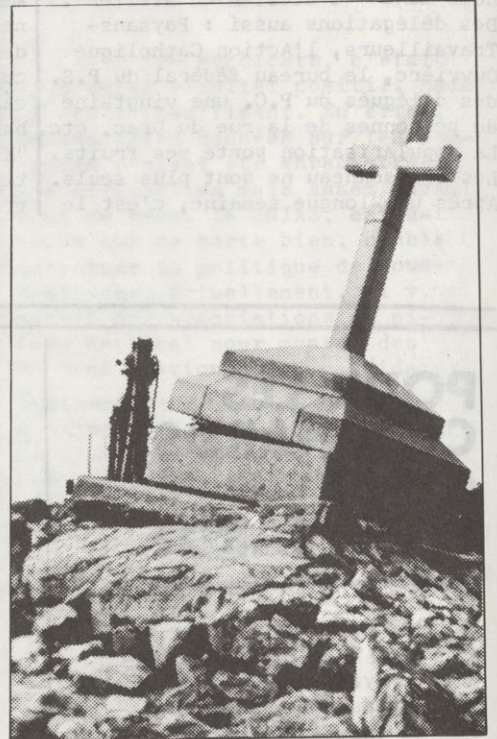
Que ce propriétaire soit l'état ou un particulier, les communes de l'île n'ont pas de pouvoir pour les contraindre à leurs obligations les plus évidentes. De telle sorte que la commune de Barbatre, située en dessous du niveau de l'eau, dépend entièrement de la bonne volonté du propriétaire de la digue qui a cédé (longue de 4,8 Km). D'où l'importance des questions de personne, des relations de voisinage pour définir les oppositions.

A cet égard l'histoire du polder Sebastopol est bien édifiante. Pendant plus d'un siècle la digue avait été entretenue par les propriétaires successifs avec la participation des habitants qui exerçaient une surveillance continuelle de l'ouvrage, contre le droit de chasser et de pêcher. N' imaginez pas la digue comme un mur de béton. C'est au contraire une construction très savante, édiflée en fonction de la direction des courants, de l'expansion des terrains.

Une première couche de grosses reçoit le choc de la mer et en brise la force. Ces grosses pierres sont collées par de plus petites cimentées par les algues et les sédiments charriés par les vagues. Une technique très subtile trans-

mise depuis des siècles, venue des Pays Bas. Seulement il suffit qu'une pierre se déplace pour que l'ensemble se désagrège. Jusqu'à ces quinze dernières années la digue du polder avait été entretenue par les chasseurs qui, contre deux ou trois journées de travail, s'étaient vu accorder le droit de chasser et de pêcher par l'ancien propriétaire.

Peu à peu l'exploitation agricole déclina et le terrain fut acheté (30 millions, une bouchée de pain pour 130 hectares) par Chupin, propriétaire actuel, en 1970. Roger Billaud accuse: "La commune a laissé partir le terrain à ce prix là parce qu'ils étaient bien contents que Chupin se charge de la digue dont personne ne voulait plus s'occuper". Chupin, un roman pourrait être fait sur ce roi de l'arnaque. Beau-frère d'Albin Chalandon, il dirige une entreprise de travaux publics dans la région de Saint Macaire en Maurges. Personnage politique influent, il siège à la mairie d'Angers et manie avec profit, intérêt général et appétits financiers. Mais la décadence ne tarde pas. Un certain nombre de ses constructions se révèlent fragiles, bientôt inhabitables. Près de la Chapelle/Erdre, au lotissement de la Gesvrine, des petits propriétaires entament une procédure en responsabilité. Par le plus grand des hasards, l'activité de travaux publics de l'entreprise Chupin est déclarée en faillite. Certains murmurent qu'il y avait une magouille pour faire passer l'argent d'une branche d'activité à une autre.



Chupin revend à des Belges qui se font semble-t-il escroquer: la valeur des biens cédés aurait largement été surestimée et la vente pourrait être annulée.

On le voit: un personnage haut en couleurs.

Quand Chupin achète le polder dans les années 70, il a une ambition derrière la tête: construire un vaste empire immobilier.

Des avant-projets apparaissent discrètement avec marinas "piéd dans l'eau", port de plaisance, plan d'eau pour régates olympiques.

Un massacre. Mais quelques amoureux de la nature s'inquiètent, la puissance financière de Chupin s'effrite, Albin Chalandon retombe dans les poubelles de la Ve République.

Le projet ne se matérialisera pas. Les Belges feront une timide tentative en 1977 mais entre temps le polder a été déclaré zone inondable donc inconstructible. Echec et Mat.

On comprendra l'amertume de Chupin et son peu d'empressement à protéger un terrain qui lui pèse comme un boulet. Dès la fin 1973 il avait senti le vent tourner et il chercha un fermier.

les «fermiers à Chupin»

A l'époque Roger et Gabrielle exploient une ferme sur le "continent" aux Lucs/Boulogne. Une tentative de vaches laitières mais bientôt la panique : le propriétaire reprend ses terres et ne leur laisse qu'une poignée d'hectares. Pendant deux ans une vie de funambules ! " Nos vaches mangeaient les reliefs trouvés dans les restaurants, des peaux d'oranges ou des eaux grasses pour les quelques cochons". La recherche frénétique avec des offres sans espoir : 75 - 100 millions ! et puis le hasard qui leur apprend l'existence du polder.

En quelques jours l'affaire est conclue, sans bail.

"On charge les bêtes dans deux guimbarde dont une était en panne. Alors l'autre poussait, et quand

on arrivait dans un village on s'élançait pour passer en roue libre". Le polder, d'accord mais dans quel état! Les bâtiments écroulés, la maison aux volets et aux portes cloutés, l'herbe partout, les 80 km de canaux qu'il a fallu curer. Les vaches avaient tellement faim qu'elles ont failli crever de trop manger, le ventre ballonné".

Peu à peu l'exploitation s'équilibre. Roger échange une partie de ses vaches contre des moutons qu'il réintroduit sur l'île. L'été il loue des chevaux aux estivants. Toute l'année, la pêche fournit des revenus non négligeables... "Cette année, on devait commencer à voir le jour et puis voilà!"

Seulement le début de réussite n'a pas plu à tout le monde. Aux chasseurs (120 à Barbatre) qui se sont vu interdire l'accès au polder: "Les moutons affolés se précipitaient dans les canaux J'ai tiré un chien de chasseur et depuis ils m'en veulent à mort". Aux autres paysans qui regardent en coin ces fermiers aux idées originales, aux Noirmoutrins d'origine qui n'acceptent pas les "étrangers", fussent-ils des LUCS/BOULOGNE.

Dans Barbatre il y a comme une accusation sourde contre les "fermiers à Chupin". Ca devait arriver... La digue n'est plus entretenue depuis que les chasseurs y sont interdits et puis les Billaud, on ne sait pas trop de quoi ils vivent". Qui a dit que la révolution française était née de la volonté du paysan de récupérer droits de chas-



se et de pêche libreset entiers? "La chasse c'est la plaie de Noirmoutier" dit Roger.

A la Mairie de Barbatre le Secrétaire Général oscille entre les accusations et l'aveu d'impuissance. Au rang des accusés les propriétaires privés qui n'entretiennent pas leurs digues. Chupin en premier lieu qui n'avait pas répondu aux avertissements lancés par Roger et repris par la Mairie le 16 octobre et le 17 décembre. "Chupin, de par son

activité, avait les moyens d'entretenir ses digues", poursuit le secrétaire. Ce n'est pas l'avis de Roger: "Un propriétaire privé ne peut pas entretenir une digue, c'est trop de travail, trop d'argent. Bien sûr, Chupin n'a pas répondu à nos derniers avertissements mais, l'été dernier, il nous avait envoyé 10 gars pendant une semaine. Ils ont bien travaillé mais la digue a quand même craqué. Non, la digue, ça relève de l'Etat ou de la Commune".

une barrique mal cerclée

"L'Etat, justement, parlons-en", me dira le secrétaire de Mairie. "L'Office National des Forêts, dépendant du Ministère de l'Agriculture, est propriétaire de plusieurs kilomètres de dunes. Malgré nos interventions, l'Office n'a jamais voulu en prendre soin, c'est la commune qui s'en charge alors que l'Office encaisse 40 millions par an grâce au camping". Et de déplorer la faiblesse des pouvoirs communaux, l'inexistence de moyens financiers. Pour faire face les communes ont rassemblé leur misère en 1977 dans le SIVOM (Syndicat Intercommunal à vocation multiple) et ont été mendier auprès de l'Etat

Un plan de 7 ans a été mis au point pour consolider 17 km de digues pour un montant de 20 millions de francs... Le SIVOM a obtenu un financement à 70 % par l'Etat et 15 % par le Départe-

ment. Le SIVOM propose un marché aux propriétaires: qu'ils cèdent gratuitement leurs digues avec 25 m de terrain pour y accéder et en échange le SIVOM les entretiendra. La plupart ont accepté sauf Chupin et deux ou trois autres qui réchignent: "on a acheté les digues, il faut nous les payer". Evidemment, il n'en est pas question et la cession gratuite semble, pour la Mairie, la seule solution raisonnable.

Reste l'aveu d'impuissance et sous-jacente, la mise en cause de l'aménagement de Noirmoutier. Parce que, bien sûr, les propriétaires privés n'ont pas fait leur travail mais également qu'existe une imprévoyance collective plus grave. On a laissé la mer gagner de la force, de la puissance au détriment de l'île. L'accent mis sur le développement touristique, sur les aménagements de l'intérieur a fait

oublier le principal: la sauvegarde de l'île elle-même. Le Maire de Barbatre résume assez bien la situation quand il déclare: "On a oublié qu'avant d'introduire du bon vin dans une barrique, il faut la cercler". La pression des commerçants, des résidents secondaires, des hôteliers, des promoteurs a surpassé celle des résidents permanents et notamment des agriculteurs.

L'entretien privé des digues est devenu impossible dans une île que 100.000 touristes investissent l'été, arrachant les pierres des digues, affaiblissant les dunes. Et puis, les promoteurs ont eu la part trop belle. Un seul exemple, PUNTA LARA, hôtel de luxe disséminé dans les bois juste derrière une dune de la Guérinière. Le promoteur s'était engagé à assurer lui-même la protection de la dune. En réalité, il n'a rien fait et les premières marées d'automne ont emporté 5 mètres de dune. La

prochaine marée emportera sans doute quelques bâtiments. L'hôtel est à vendre...

Aujourd'hui, une "municipalisation" des protections de l'île semble inévitable. Reste que le bilan est lourd. 17 agriculteurs sont sinistrés à des taux divers: leurs bêtes, leurs stocks, leurs sols ont été détruits et ils attendent une indemnisation qui n'ira peut-être pas au delà de 45 %. C'est la survie de la vocation agricole de l'île qui est remise en question.

D'une certaine manière aussi, certains agriculteurs précipitent leur ruine en vendant des terrains pour la construction ou en bazarardant leurs cultures traditionnelles à coup d'engrais chimiques et de productivité. SANS goémon, la pomme de terre de Noirmoutier ressemble aux autres. Est-ce simplement de la nostalgie? Pas sûr car les cours risquent de s'effondrer si la qualité se banalise.

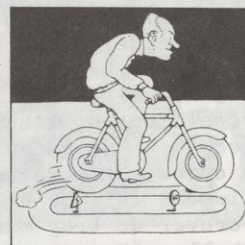
Pour sa part, Roger met en doute la politique du SIVOM. "Ils voudraient reprendre les digues du polder plus quarante hectares pour faire un camping. Tout pour les estivants". Alors, Noirmoutier, une île-dortoir pour l'été?

Avant de partir Roger a dit: "Reviens au printemps, c'est le paradis. Depuis qu'on fait du mouton, les oiseaux migrateurs nichent ici; on a vu des couples de tadorns alors qu'ils évitaient Noirmoutier. Des professeurs de toute la France viennent les observer. Reviens au printemps".

Cette année, le printemps se fera peut-être attendre au polder de Sébastopol. La prochaine grande marée aura lieu le 29 janvier....

G. D.

CONTRE LES NEUTRONS, CYCLONS!

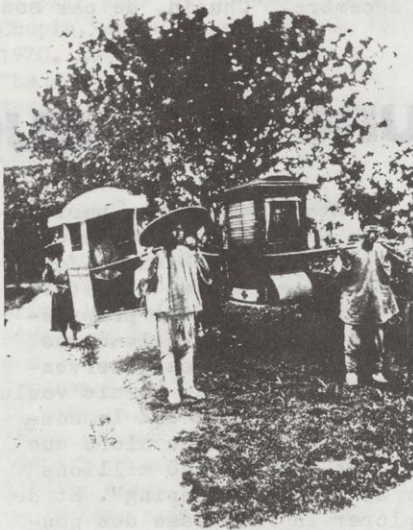


Pour la centrale, empruntez l'autoroute;
Pour la lutte anti-nucléaire,
empruntez la piste cyclable.

Nous sommes allés manifester à une quinzaine de cycles groupés il y a quatre semaines au Pellerin. Là-bas nous en avons retrouvé quelques autres, mais 99% des 10 000 opposants au nucléaire étaient venus en voitures privées. Espérons que les embouteillages seront encore plus terribles dimanche prochain tant est urgent le sursaut populaire face à la DUP. Ironie du sort: il y aurait bientôt une ligne de chemins de fer au Pellerin... pour aller à la centrale. Mais il faut bien faire une constatation: dans la crise durable que nous connaissons, la consommation individuelle d'énergie continue à augmenter, tandis que l'industrie automobile est la seule à rester vraiment prospère.

Le programme autoroutier ne soulève pas de vagues particulières (sauf si l'autoroute vient trop près des maisons); tandis qu'à Nantes par exemple la seule vraie piste cyclable est très sous-utilisée (ce qui n'incite pas à en créer d'autres) le plan d'amélioration des transports en commun ne pourra continuer que si l'on constate une plus nette augmenta-

tion du nombre de voyageurs au détriment de la circulation automobile.



Même chose pour le train (saluons au passage ce nouvel effort conjoint du gouvernement et de la SNCF pour dissuader les gens d'utiliser les chemins de fer: la prochaine augmentation des tarifs ferrés viatiques est une fois de plus nettement supérieur à celle de l'essence...)

Les sondages destinés à nous persuader que nous sommes pro-nucléaires nous révèlent que 37% "seulement" des Français seraient

"disposés à changer leur mode de vie pour éviter les centrales nucléaires". Quelle que soit la validité de telles affirmations prenons les au mot: soyons 37% à diminuer notre consommation d'énergie et l'EDF se verra privée de son argument, massue pour faire avaler son programme gargantuesque.

Cela ne nous évitera pas la centrale du Pellerin (espérons que nous lui barrerons la route autrement) Mais c'est déjà valable pour la suivante: 20 centrales ça suffit, pédalons contre la 21ème.

COMMISSION TRANSPORTS-URBANISME
ÉCOLOGIE 44 NANTES.

* Ce texte n'avait pu, faute de place, passer la semaine dernière. Prémonition...

**RENOVATION DU
QUARTIER GARE:**

Pas de place, cette semaine pour l'article sur
La Manufacture des Tabacs.
Rendez-vous, donc, dans le
prochain numéro.

CHRONIQUE NUCLEAIRE

ORVAULT...

A l'initiative de la section du P.S. d'Orvault vient de se constituer un "Comité de Lutte", regroupant une douzaine d'organisations: écologistes, consommateurs, syndicats et partis politiques (P.C., P. S., PSU, UDB).

"Refus de la Centrale du Pellerin, lutte contre le gaspillage d'énergie, utilisation et développement intensif des énergies nouvelles, refus du programme nucléaire du gouvernement"... tels sont les principaux objectifs de ce Comité qui appelle à une autre réunion: le mercredi 24 janvier à 18 h salle municipale du Petit-Chantilly.

Par ailleurs, le Conseil Municipal d'Orvault a été convoqué en séance extraordinaire mercredi dernier, comme dans beaucoup de villes de l'agglomération.

Les élus minoritaires (5) de droite ont tenu à être absents et à le faire savoir dans une lettre disant entre autres bêtises: "La D.U.P. est à ce jour parfaitement légale. Nous n'avons pas à en discuter!!!!" Voilà donc ce que pensent ces messieurs de cette comédie que fut l'enquête d'utilité publique; désavouant les dizaines de milliers de personnes qui se sont déclarées contre la Centrale.

Entre autres décisions du Conseil, nous notons:

- proposition d'une coordination des élus locaux dimanche 28 à 9h à Bouguenais

- réalisation d'un bulletin municipal spécial comme à St. Herblain.

- utilisation des panneaux d'affichage municipaux pour information de la population

- débats et dépôts de cahiers de doléances dans les Mairies de la Commune.

- et surtout: étude et mise en pratique de moyens pour lutter contre le gaspillage énergétique au niveau de la Commune.

L. B.

LYCÉES...

Jeudi 14h 30, 200 lycéens et lycéennes se retrouvent Cours St. Pierre pour manifester contre la Centrale du Pellerin.

C'est parti, le matin, du Lycée CAMUS, une centaine d'élèves se mettent en grève contre la centrale.

"On s'est retrouvé dehors à une centaine et on a décidé d'aller vers les autres bahuts".

Ce jour là, pas de concertation entre bahuts. On démarre spontanément. Alors pour savoir ce qui se passe ailleurs on prend le bus gratuitement. Le chauffeur n'a pu s'opposer aux flibustiers.

Direction LIVET. Mais à l'arrivée, c'est un peu la déception. Peu d'élèves suivent le mouvement. Ensuite, Clémenceau, échec: personne ne peut rentrer.

Un groupe se dirige aux Bourdonnières, ils arrivent à la récré, une A G d'information réunie plus d'une centaine d'élèves, mais pas de grève.

A 14h 30 environ 200 élèves lycéens et lycéennes se retrouvent Cours St. Pierre. On veut aller vers d'autres établissements. Mais la direction veille. Impossible de rentrer.

Alors échec du mouvement ou ébauche d'une coordination.

Pour notre part nous pencherons vers la deuxième hypothèse, car il semble que ce demi échec soit du surtout à une mauvaise information dans les bahuts.

Vendredi, s'est tenue une coordination rassemblant une majorité des bahuts de Nantes. Objectif: sensibiliser l'ensemble des lycéens avec prise de parole et distribution de tracts.

Bougera, bougera pas?

Manif de Dimanche 14 sur le site.
"accès interdit à l'E.D.F."
"halte au nucléaire"
Panneaux déposés dans toutes les parcelles du site ;

NANTES

La Mairie de NANTES se remue, c'est la conclusion que l'on pourrait faire de la conférence de presse de Mr. Mahé (adjoint au Maire), le lundi 15 janvier.

Enfin une information entre "bahuts", car il faudrait d'abord savoir ce qu'il va y avoir dans ce journal municipal consacré totalement au nucléaire et qui paraîtra début février. On sait déjà que le plan ORSEC RAD n'y figurera pas car la Municipalité pense que tout le monde le connaît.

En même temps, la Mairie va ouvrir un cahier où les nantais pourront donner leur avis sur la Centrale du Pellerin. Le livre sera installé dans un bus d'information sur la centrale et circulera dans divers quartiers de Nantes. Ensuite les résultats seront envoyés aux responsables du Gouvernement.

Si la Mairie fait ce genre de démarche auprès de la population, c'est qu'elle se pose différentes questions.

Pourquoi la D.U.P. a-t-elle été signée contre assentiment des élus de la région?



Pourquoi les élus nantais n'ont-ils pas le droit de voir les dossiers du Gouvernement concernant la Centrale du Pellerin?

De ce fait y aurait-il quelque chose à cacher?

Par ces différentes actions elle espère obtenir des réponses à ces questions. Mr. Mahé termina en soulignant que "la Municipalité de Nantes n'entendait pas se substituer aux partis, syndicats et associations qui ont leur propre ligne".

R. R.

ATELIER POPULAIRE

Le vendredi 12 janvier a eu lieu une réunion ouverte pour mettre en place une campagne antinucléaire. Les instruments de cette agitation machiavelique seront l'affiche mais aussi slogan, détournement, animations ou autres moyens... Le but de cette campagne odieuse: lutter contre l'intox pronucléaire d'E.D.F. et du Gouvernement (et de ses laquais) et développer l'information vers un vaste public sous informé - plus large que les irréductibles antinucléaires notoires sollicités pour les manifs.

Une vingtaine de personnes c'est pas mal pour une première fois. Et c'est pas fino: réunion quinzomadaire les samedi à 10h au local: discussion des projets et réalisation possible l'après-midi.

On peut rejoindre le groupe à tous moment avec armes et bagages, crayons et feutres, bouteilles et élixir d'imagination démoniaque.

Trois thèmes retenus pour l'instant:

- nucléaire et emploi - l'arbitraire - les dangers du nucléaire (la mort à notre porte).

Diffusion, collage de ces affiches seront proposés aux différents groupes antinucléaires.

Prochaine réunion samedi 27 janvier 10h: 18, rue de Verdun, (3ème étage).

COLLECTIF ENSEIGNANTS...

Etaient présents 23 établissements de Nantes et des environs.

Il a été décidé de faire une campagne d'information dans tous les établissements où cela n'a pas déjà été fait.

- distribution de "La Gazette Nucléaire" contenant Le Pellerin à tous les profs.

- organisation de débats avec film ou montage diapo, pour les élèves, les profs... etc. Pour plus de renseignements, ou pour obtenir les brochures: J.C. COIFFET, 34. 39. 82.

Est en cours de discussion une possibilité d'expression au public, hors des établissements, dont les modalités seront discutées à la prochaine réunion, mardi 23 janvier 20h 30, Fraternité Protestante, 3, rue Amiral Duchaffault, Nantes.

Jeudi 25 janvier à 20h 30, réunion pour l'adoption du document "Le nucléaire et les besoins énergétiques", avec les militants d'entreprises de la Coordination de la Basse-Loire et de toutes les zones à l'APL.

REFLEXION



Le Comité du Pellerin a sans doute cru bien faire en appelant à manifester sur le site le dimanche suivant la D.U.P. Pour y avoir participé et essayé d'engager le dialogue, nous estimons avoir le droit d'avancer certaines critiques. Notre but n'est pas la démobilisation mais au contraire un essai de lucidité collective face à un appareil gouvernemental terriblement efficace.

Il ne faut pas confondre mouvement et gesticulation. "On manifeste pour manifester"... On va bloquer la route pour la bloquer"... La lutte ne trouve pas sa justification en elle-même. Elle doit avoir un but. Ici le cas est simple: empêcher la construction de la centrale. Et ce n'est pas en manifestant sans public, en accrochant des pancartes dans des lieux isolés ou en bloquant des voitures sans fournir d'information que nous y arriverons.

"Il fallait bien faire quelque chose"... oui, mais pas n'importe quoi. Appeler des milliers de gens (venus peut-être pour la première fois) à se rassembler impose un certain respect à leur égard. Que certains l'oublient en

jouant à la petite guerre (chant des partisans en prime) ou en écartant toute critique n'est pas fait pour nous rassurer sur l'aspect "responsable" de certains opposants. Que ce soit en matière d'immobilisme (refus de la critique) ou de gesticulation (esprit revanchard) leur terrain est celui de l'inefficacité: nous n'en voulons pas!

En premier lieu nous proposons:

- une coordination de travail entre différents groupes tels que Comité du Pellerin, CLINS, CRINS, Municipalités, Atelier populaire...

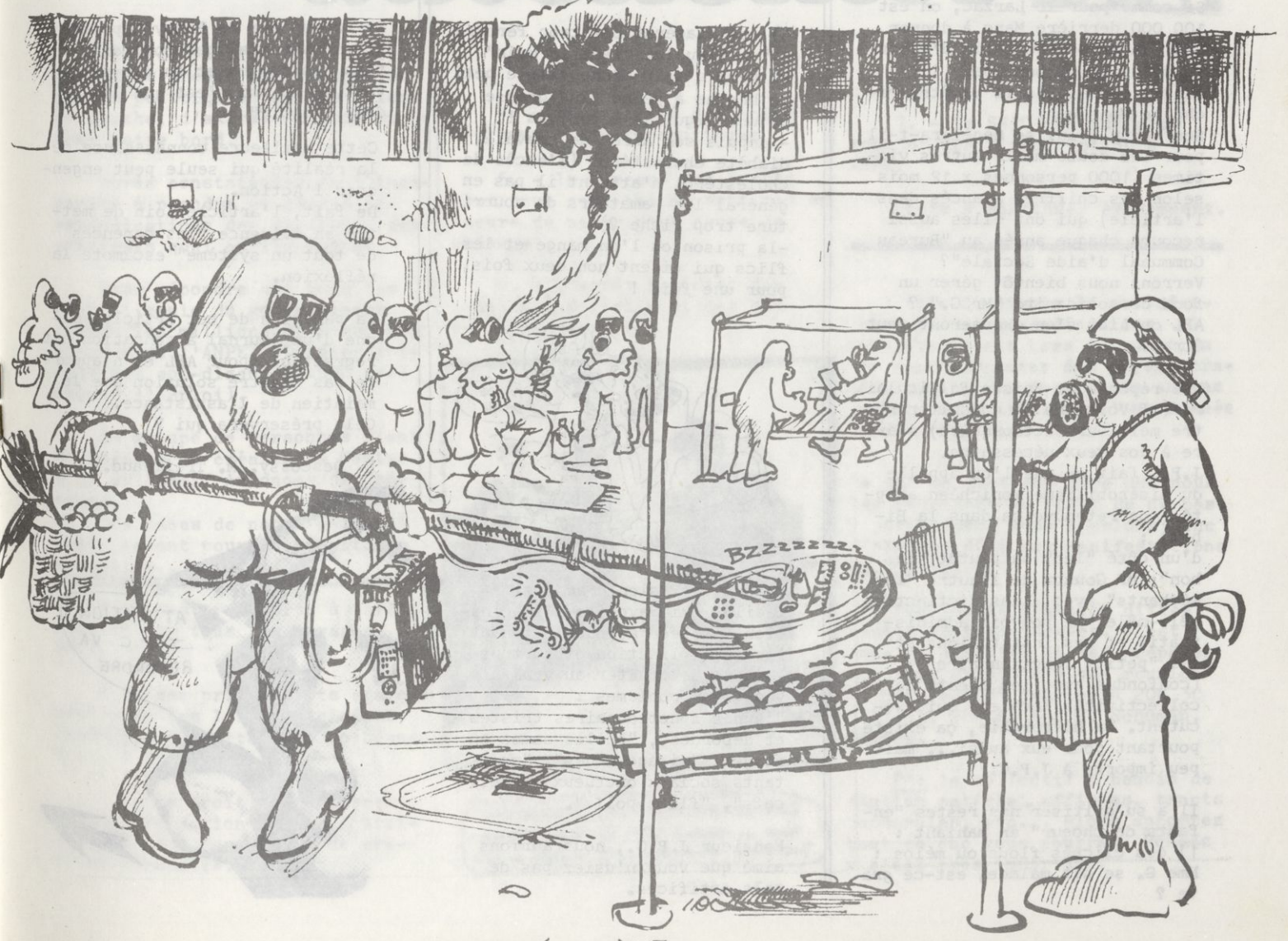
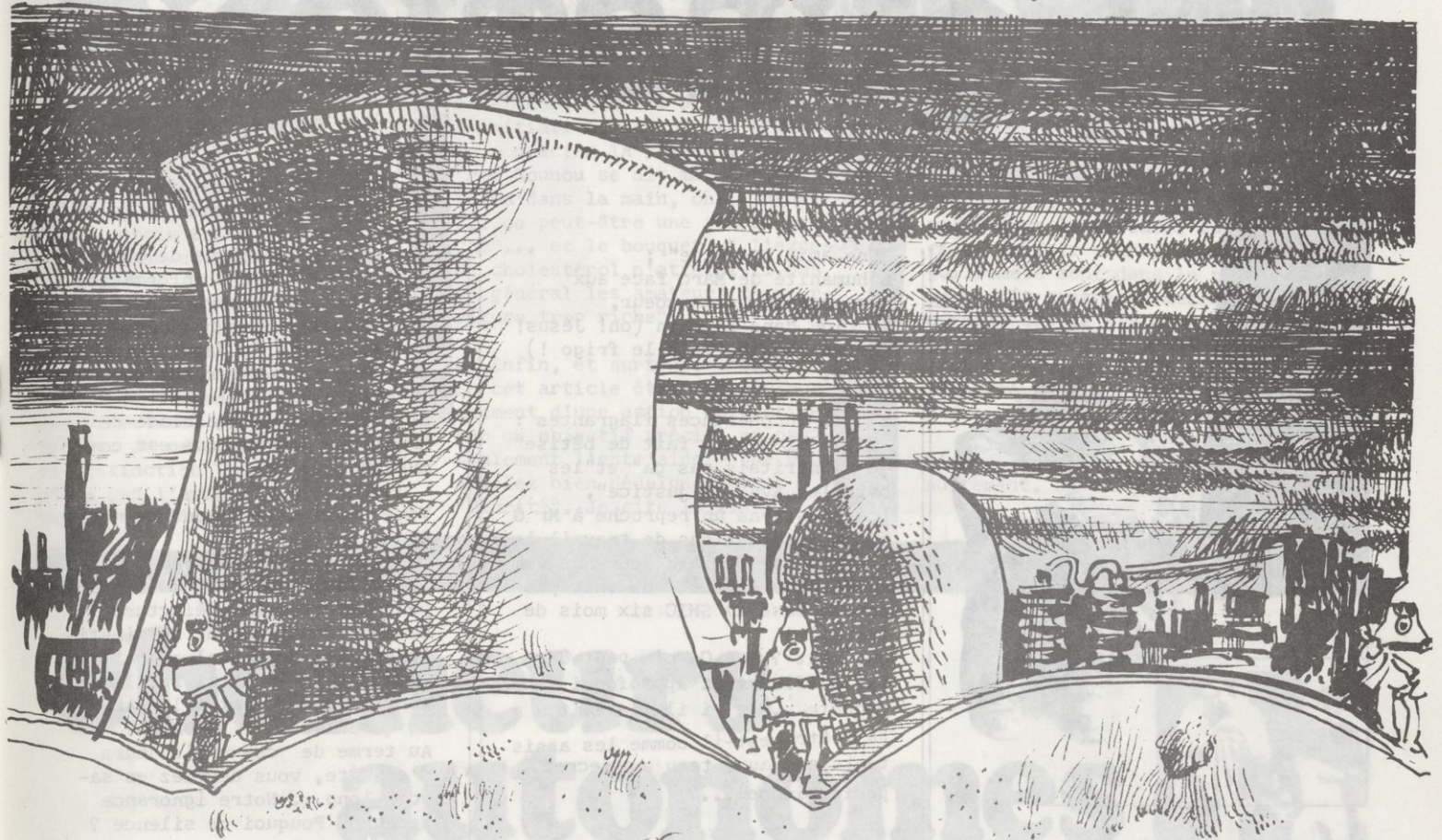
- la diffusion massive d'une liste de contacts possibles pour une rapidité d'information et d'action

- l'étude du calendrier des travaux pour savoir où et quand s'opposer, ainsi que la mise en place d'un système (sirène + téléphone par ex.) pour mobiliser rapidement la population dès le début des travaux.

Un groupe d'opposants.

LE XX^{ème} SIECLE INDUSTRIEL

(2^{ème} MOITIÉ DU)



- UN MARCHÉ TYPIQUE -

7,22F: QUESTIONS



Si comme pour le Larzac, on est 100 000 derrière Marc à donner 300 F à Mr Gounou (afin d'avoir au moins aussi bon coeur !) faites le calcul, il va être riche le Monsieur ! Son coeur à lui se dégèlera-t-il pour les douze mille autres victimes (1000 personnes x 12 mois selon les chiffres avancés dans l'article) qui ont elles aussi recours chaque année au "Bureau Communal d'aide Sociale" ? Verrons nous bientôt gérer un fond de solidarité "Mr G." ? APL ou Libé s'en chargeront peut être ?

Une réponse au triste folliculaire (cf Voltaire ou consulter notre meilleur dictionnaire) s'avère à nos yeux nécessaire. J.P.C fait ce que l'on appelle du misérabilisme monichéen adopté (on retrouve ça dans la Bible) : d'un côté "les" ou plutôt "le bon": Mr Gounou de l'autre "les méchants" avec, sans distinction péle-mêle, le pouvoir administratif et ses institutions et les "petits fonctionnaires" (confondus avec les agents de collectivités locales) qui exécutent. La hiérarchie, ça existe pourtant pour eux aussi... mais peu importe à J.P.C.

Il a su utiliser nos restes "enfants de choeur" en maniant :
1) des clichés flous ou mélodiques : Mme G. se dit malade, est-ce grave ?

"Une amie les aide" ;
L'humanité de Marc face aux bureaucrates sans coeur.
Le clou dans la main (oh! Jésus!
Pas un meuble (mais le frigo !) etc...

2) des incohérences flagrantes :
-"Je n'ai jamais fait de bêtise": je ne méritais pas ça" et "les bricoles avec la justice".
(ce n'est pas un reproche à Mr G, - des attestations de travail à la sécurité sociale pour une somme de 4249 F : cela ne fait pas sur la base du SMIC six mois de travail !
Qui ment ? J.P.C. n'a peut-être pas suffisamment approfondi son enquête... et si il l'a fait peut-être est-il comme les assistants sociaux, tenu au secret professionnel...?

3) des exagérations trop féroces - "un clou lui tient la main" il peut s'agir d'une simple petite broche à peine plus grosse qu'une aiguille à canevass !
- depuis son arrêt de travail, diabète cholestérol (l'excès de cholestérol n'atteint il pas en général les amateurs de nourriture trop riche ?)
- la prison où l'on mange et les flics qui disent non deux fois, pour une fois !



4) une profusion d'adjectifs faciles qui favorise l'imagination, et les "à-priori" tenant lieu d'explication et surtout évitent de traiter au vrai niveau les problèmes :
"jeunes fonctionnaires tristes et débordés", "belles dames en rouge", "visage rudes", "assistants sociaux onctueux et délicats", "flics polis".

Monsieur J.P.C., nous aurions aimé que vous n'usiez pas de tels artifices.

La forme anecdotique de votre article rend votre information partielle, peu convaincante. Nous nous sentons récupérés dans une idéologie de dame patronnesse pour mieux apporter notre aumône (n'est-ce pas là le but de votre article puisque l'adresse de Mr et Mme Gounou nous est communiquée ?)

Vous jouez allégrement de notre ignorance :
Qu'est-ce que le bureau communal d'aide sociale ? quelle aide peut apporter la préfecture ? comment fonctionnent ces institutions et avec quel argent ? Est-ce qu'on peut si facilement confier son enfant à la DASS ? et qu'est-ce que la DASS ? Au terme de ces trois jours d'enquête, vous devriez en savoir long... Notre ignorance demeure. Pourquoi ce silence ?

Et sur un air de Bobby Lapointe "T'as pas, t'as pas tout dit, t'as des doutes et tu dis pas tout... et qui c'est qui l'a dans l'dos ?" :

Cette meilleure connaissance de la réalité qui seule peut engendrer l'Action.
De fait, l'article loin de mettre en évidence "les carences de tout un système" escamote la réflexion.

La parution de cet article, digne d'un journal à sensation est regrettable pour APL et n'apporte pas d'autre solution que le maintien de l'assistance. Cela préservera qui ?

B. Descossy. M. Treilhaud.



réponse...

D'autres personnes, ont parlé d'une éventuelle réunion avec nous sur ce sujet. Nous restons là-dessus à leur entière disposition.

Quelques remarques en attendant:

1) C'est un article écrit pour Libé, repris tel que dans l'APL. Ca fait une différence de ton, sans doute.

2) Il faudrait faire passer une frontière entre le "sentiment" (la compassion, la solidarité face à la misère) et l'analyse des structures sociales, plus froide. Je ne comprends pas cette distinction, pour moi, il n'y a pas l'analyse, qui serait bonne, et l'émotion, mauvaise.

3) Vous paraissez mettre en doute la version de M et Mme Gounou eux-mêmes, qui ont pris, seuls, l'initiative, dans cette affaire de contacter la presse :

"Mme Gounou se dit malade"
"clou dans la main, oh ! Jésus, ... ça peut-être une simple broche"... et le bouquet, " l'excès de cholestérol n'atteint-il pas en général les amateurs de nourriture trop riche"

4) Enfin, et surtout, l'objet de cet article était le déclenchement d'une action collective, sur un objectif précis, et pas seulement l'entraide - que vous appelez bien dédaigneusement "charité". Je cite la fin :



" Nous, qui pouvons être cent mille pour le Larzac.. qu'est-ce qu'on fait pour Gounou" (les guillemets sont dans le texte)? Ou plutôt contre la mécanique normale qui de BIS aux experts en division de la CPAM produit tout à la fois le déficit de la Sécurité Sociale, et les 7 francs vingt deux".

D'autres ont compris cet article autrement. On en reparlera.

J.P.C.

chômeurs autonomes



Afin de pallier à l'inaction dont font preuve les groupes ou partis politiques, qu'ils soient de gauche, d'extrême-gauche ou de tout autre bord.

Après constatation de l'incapacité à prendre en charge les revendications des chômeurs, des syndicats quel qu'ils soient.

Pour répondre aux insultes et à l'ironie du gouvernement contre les millions de personnes clients de l'ANPE. (Dernier épisode les soi-disant 11.600 créations d'emploi).

Un groupe de personnes vient de décider la création à Nantes d'un collectif Autonome de Chômeurs.

Les bases de notre action à venir seront pour le moment les suivantes...

1. - des transports à tarifs réduits sur tous les voyages SNCF.

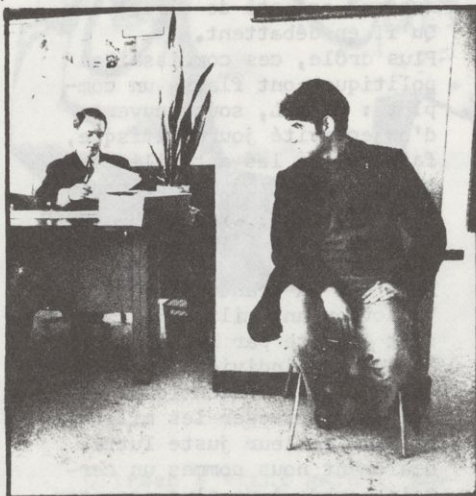
2. - des prix réduits également pour les loisirs (cinémas, théâtres, concerts, bibliothèques etc...)

3. - le droit à un pourcentage de réduction sur la nourriture et tous les objets de première nécessité.

4. - la gratuité des soins médicaux et pharmaceutiques

5. - le blocage des impôts pour tous ceux qui ne sont pas en mesure de payer pour cause de chômage

6. - L'arrêt immédiat des saisies à domicile et des contraintes par corps



NOTRE LOTTE NE S'ARRÊTERA PAS AVANT QUE LE PTIF ROUGE A TOUS LES EVIERS SOIT INSTAURÉ PARTOUT

7. - le SMIC minimum pour tous et dès l'inscription à l'ANPE.

Liste à continuer évidemment.

Afin d'obtenir la satisfaction de ces revendications, il est absolument hors de question de nous contenter des moyens traditionnels qui depuis des années qu'ils sont utilisés n'ont donné aucun résultat.

Ce qui ne veut pas dire que nous les rejetons au point de ne pas y participer. Nous appelons donc d'ores et déjà aux manifestations du 8 février.

Des formes d'action différentes sont envisagées. C'est pour en discuter et les préparer que nous appelons à une réunion le mercredi 31 janvier à 20h 30 à l'APL, 26bis, Bd. R. Schuman, Nantes.

PS: le collectif a besoin de soutien matériel, affiches, tracts, banderoles, etc... alors apportez tout ce que vous pourrez. Pensez y c'est très important.

A.P.L. TRUQUEE : L'ARME DU GRIM



APL truquée = journaliste truqueur (voir APL n° 57 et 58). L'arme du GRIM typique de toutes les crispations corporatistes, n'est ni nouvelle ni glorieuse. Un débat vous gêne, enterrez le. Opposez la pureté du militant à la fausseté du journaliste. La grandeur des idées aux manipulations de la presse pourrie.



L'antimilitarisme de certains ? Un cadavre embaumé, furieux qu'on souffle sur ses bandelettes.

Pourtant tout avait bien commencé. A l'occasion du procès de Dominique Richeboeuf, objectif n'acaptant pas l'affectation à l'Office National des Forêts, il avait été convenu, entre l'APL et certains antimilitaristes du GRIM, une discussion - déballage sur l'état actuel de leur mouvement.

Il fallait donc des opposants, de la polémique, voire de la provocation. Il y en eut, c'était la règle du jeu et je n'ai pas eu à me forcer.

De même qu'il semblait acquis que j'étais responsable du compte rendu dans le même esprit critique.

Ce qu'on me reproche aujourd'hui ce sont moins les faits que l'intention : oser mettre en cause le mouvement antimilitariste alors que c'était l'objectif avoué (et au départ accepté par tous) de l'article incriminé. Car sur les faits les reproches sont futiles :

-OUI, j'ai synthétisé les réponses (et les questions) parce que l'APL n'est pas le journal OFFICIEL.

-NON, je n'ai pas cité Edwige Avice (député PS) car il était dit par ailleurs que certains partis et syndicats soutenaient Richeboeuf quand il dénonçait l'illégalité du décret de Brégançon. Mais l'accusation est plus grave. J'aurais volontairement posé "des questions intelligentes" et retranscrit "des réponses vagues débiles, ridicules".

L'honneur est trop gluant : les questions n'étaient pas intelligentes, elles étaient agressives. Quant aux réponses, fallait-il leur réinjecter de la rigueur et de la virulence quand elles en manquaient ? Un des auteurs du texte - en privé - me l'a reproché : à chacun ses trucages. Sur le fond, je mets au défi les deux accusateurs de démontrer que je n'ai pas respecté ce qui a été dit ce soir-là et d'autant plus facilement que l'un d'entre eux n'a pas assisté à la discussion !

Tout ce passe comme si, à l'intérieur du GRIM, des gardiens sourcilleux de l'orthodoxie et du bon renom de l'antimilitarisme n'avaient pas supporté de lire ce que leurs camarades avaient accepté de dire. Qu'il en débattent.

Plus drôle, ces commissaires politiques ont flairé un complot : "l'APL, sous couvert d'objectivité journalistique, fait passer les antimilitaristes pour des cons et préconise insidieusement la démerde individuelle : la réforme psychiatrique".

Et c'est la grande peur que "l'action antimilitariste ne soit éteinte par le silence et la démerde individuelle de certains". Notre intention n'est pas de déposséder les militants du GRIM de leur juste lutte. Seulement nous sommes un certain nombre à ne plus accepter qu'on ne parle de la réforme qu'en termes de démerde individuelle et non de résistance à la militarisation.

Même si-cela déplaît nous sommes un certain nombre à dire que le recours à la réforme nait d'un double refus. Refus de l'armée mais aussi de l'antimilitarisme classique de ses thèmes et de ses méthodes. Ni héros ni martyrs, ni scouts de France.

La démerde individuelle, c'est la seule explication que les commissaires politiques du GRIM ont trouvé au fait que tant d'antimilitaristes potentiels "jouent le jeu" de la réforme psychiatrique comme ils disent. D'abord il ne faut pas se payer de mots. "Faire le fou", c'est un drôle de jeu. Faire le schizo, le drogué, l'homosexuel, le déviant pour les gens qui refusent ces classifications, ces enfermements ; c'est un drôle de jeu.

En rajouter parce qu'on pense que les psychiatres militaires sont encore plus bornés, risquer d'en retrouver les conséquences dans la vie civile avec le fichage, c'est un drôle de jeu. Pourquoi sont-ils si nombreux à le jouer ? D'abord parce qu'il y a quand même une sorte d'affrontement, à endosser des rôles qui sont à l'opposé des valeurs militaires : maîtrise de soi, virilité, hygiène mentale et physique. Se faire réformer c'est, de ce point de vue, mettre en échec l'idéologie militaire.

Bien sûr que le fichage en sort renforcé. Mais cet argument sonne un peu comme celui des syndicalistes qui accusent les ouvriers absentéistes de renforcer le contrôle patronal. Eux aussi parlent (moins aujourd'hui) de démerde individuelle et non de résistance au travail. Pourquoi tant de réformés empêtrés dans ces contradictions ? Parce qu'ils refusent d'être scouts. Il suffit de gratter un peu pour que ressurgisse le thème classique des antimilitaristes : le service-civil. A les entendre l'armée c'est le



pouvoir absolu, le contrôle parfait.

En se polarisant sur la guerre sur les ventes d'armes, sur la violence militaire on laisse entendre que la vie civile est plus acceptable. Alors on entend des discours de ce genre :

"Au lieu de former des soldats formons des animateurs, des éducateurs, des assistants sociaux. Il y a toujours quelque chose à faire".

Mauvaise conscience et dévouement, et pour refuser l'ONF on voit des objecteurs invoquer leur action en faveur des handicapés ou chercher désespérément l'association qui les accueillera.

Mais ceci n'est pas de la démerde individuelle parce qu'il y a un but, un idéal, un optimisme...

On comprendra que cette idéologie en fasse ricaner certains et qu'ils y retrouvent, pour y avoir eux mêmes longtemps mijoté, les pires accents "cathos". L'individualisme c'est la possibilité de dire non, radicalement, sans avoir à justifier ce refus par un travail plus utile, serait-ce la révolution à faire, Etre là et dire NON.

Le jour où certains antimilitaristes auront admis cela, notre polémique paraîtra encore plus dérisoire.

G.D.

LA CAISSE D'ÉPARGNE CHEZ CITROEN

Par une communication téléphonique en date du 28 décembre 1978, faisant suite à un refus d'audience, Monsieur le Sous Directeur de la Caisse d'Epargne a été mis en vain en garde contre la collusion de cet organisme avec la Société CITROEN, dans le cadre des réunions préparatoires au cours organisé par le journal OUEST FRANCE.

Il paraît en effet scandaleux qu'un organisme qui vit grâce aux fonds que lui confient les travailleurs, moyennant, soit dit en passant, un intérêt très inférieur à la dépréciation de la monnaie, s'abouche avec une Société dont est bien connu le mépris qu'elle porte à la dignité des travailleurs, soumis à un régime de brimade et de terreur s'ils osent adhérer à un syndicat autre que celui qui est patronné par la direction de l'entreprise.

Une récente information, parue dans Ouest France, en date du 29 décembre 1978 en fait à nouveau foi, et comme Monsieur le Sous Directeur prétendait ignorer de tels faits (ce qui dénote un manque d'information regrettable pour une personne de son grade et de son rang social), il ne peut que lui être conseillé, outre la lecture de cet article,

celle du livre "L'Usine de la Peur" (Editions Stock) écrit par ancien salarié de Citroën Daniel Bouvet.



Citroën s'étant gardé, jusqu'ici, de contester en justice les allégations contenues dans ce livre, cela leur confère un caractère de crédibilité difficilement contestable.



Il est d'autre part surprenant que la Caisse d'Epargne de Nantes, qui, en d'autres circonstances, sait fort bien trouver des lieux appropriés lorsqu'elle désire réunir un très grand nombre de personnes, n'ait pu découvrir, pour la circonstance, que des garages Citroën, emplacements qui ne semblent pas particulièrement répondre aux règlements de sécurité contre l'incendie édictés par l'administration pour de tels rassemblements, alors que nulle part ailleurs, tant en Bretagne qu'en Normandie, les réunions préparatoires au concours de Ouest France ne se passent dans des garages Citroën.

On est donc en droit de se demander à quels motifs a obéi la Direction de la Caisse d'Epargne de Nantes en choisissant de tels lieux.

Il est, en ce moment, courant de nous rebattre les oreilles, souvent à tort et à travers, avec la notion "d'obligation de réserve".

En mettant un organisme semi-public au service de la publicité et des intérêts d'une entreprise privée, les dirigeants de la Caisse d'Epargne de Nantes ont, sans conteste, gravement manqué à une telle obligation.

Il sera intéressant de savoir quelle sera l'attitude, devant de tels faits, du Conseil d'Administration de la Caisse d'Epargne de Nantes, son silence ne pouvant qu'inciter les épargnants à s'intéresser à sa représentativité et à son mode de désignation.

LA RAPIÈRE

HEBERT AVEC LEPEN... ET LA CALOTTE

Quand l'extrême droite dégaine.. sa rapière.

- Un nouvel hebdomadaire "apolitique" sur Nantes.

On les croyait calmés - depuis les mésaventures de CARIOU, du CNI, et de ses "lévriers", rossés en pleine campagne électorale par les Radicaux de Gauche (...) et inquiétés par la police après la triste affaire du "Centre Nantes-Tiers-Monde"... Voilà que l'extrême droite Nantaise, en étrange équipage, ressort de sa tanière : c'est la Rapière, nouvel hebdomadaire, à 5000 exemplaires, huit pages grand format, dans les kiosques de Nantes le vendredi.



L'extrême droite ? Ils disent que non. Muets sur leurs finances, muets sur leur équipe. Référence apparente à la tradition satirique "apolitique" du Canard Enchaîné, ou du "Meilleur", qui, précisément, avait cessé depuis l'été de faire paraître sa feuille nantaise, poujadiste et mal informée.

On se réclame d'une "tradition frondeuse", de "la troisième République, la vraie" (...)

On titre sur le foot - Bargas contre Vincent, rien dans l'article, mais ça fera vendre... Et l'on envoie, en première ligne ... Alexandre Hebert le pont de FO, syndicaliste assez rassis, mais de réputation, quand même, pas officiellement réactionnaire.

Hebert qui tonne contre la calotte et contre les énarques, Hebert se trouve ici en drôle de compagnie.

Directeur du journal ? C'est en très petit, Hingant J. téléphone 73 43 50. Hingant J. c'est peut être Hingant Jean ? Candidat du Front National de Jean Marie Le Pen, de l'Algérie Française, et de "halte à l'immigration sauvage", Hingant était donné, à l'époque, alternativement comme "directeur de société", "cadre d'entreprise industrielle", "assureur" et "successeur de Pierre Delville, La Gagnerie Rezé".

Idées politiques - si l'on peut dire - "les français d'abord", "les arabes dehors" sécurité : la méthode allemande...

Une autre homonymie sans doute, on trouve dans l'équipe - "mais comme pigiste, pour la moto, et pour les chroniques ciné" - Joel Bonnemaïson, secrétaire du Front National (Le Pen) pour la Loire Atlantique, syndicaliste FO à l'Assedic, et écrivain de renom, dans son genre.

Enfin, pour ne pas être trop long avec cette publicité, on s'amusera de trouver en compagnie de figures lourdement anticléricales comme Bonnemaïson et Alexandre Hebert, l'historien producteur de TV Jean François Chiappe. Chiappe, qui a droit à une grande colonne en Une, et

une autre en page huit, un peu obscure, sur l'Europe, dans ce numéro un de la Rapière, est connu pour ses conférences sur "La Contre Révolution Française" avec les royalistes vendéens (ou nantais) de Ouest Tradition (proches de l'ex action française). Chiappe a discoursé sur le sujet, devant un public choisi d'extrême droite, au dernier rassemblement - galette - des - rois - des Lucs sur Boulogne.

Ce n'est pas vraiment, lui, un anticalotin. Pauvre Hebert, quel voisinage...

On parlera des autres un autre fois, s'il y a une autre fois. Quand au contenu, bien peu d'informations originales, même les ragots sont fades. A relever dans cette misère : un poème antifemmes d'une rare violence, une diatribe antiouvrière sur Saint Nazaire, (contre les ouvriers "saouls", qui séquestrent les directeurs, et pour le matriquage par les CRS, des travailleurs et des élus). L'éloge de rigueur des PMI, étranglées par les syndicats. ET une tentative (de plus) pour tenter de récupérer le docteur Vilaine, maire du Pellerin, tout en justifiant, quelques lignes plus loin, les Centrales nucléaires...

Vont-ils avec tout ça pouvoir vivre sur le vieux public social-démocrate et poujadiste qui a porté jadis l'Eclair, et qui sirote, une fois sur deux "Minute", et l'autre "Qui Police ?" Avec Hebert, c'est ce qu'ils espèrent.

Triste Projet. J.P.C.

« ... Création à Nantes d'un comité des femmes battues. Elles défilent et revendiquent, pour le salut de leurs abattis... ».

MES PETITES AMOUREUSES

Les voilà donc qui se révoltent
Nos braves nounous
Battues, cocues, elles complotent
Tout contre nous

Vous défilez la tête fière
Vils laiderons
Prenez garde à vos derrières
A la maison (...)

Le fouet voltige sur vos hanches
De volupté
On voudrait vous casser les hanches
A satiété (...)

Vos croupes, vos yeux nous indiffèrent
Et vos tétons
Entrechoquez vos genouillères
Mes laiderons

Guillaume Gros
et Arthur Rimbaud

A Saint-Nazaire, sans souci du respect dû à une mairie, des élus municipaux, dont un jeune député fraîchement élu, ont laissé séquestrer sous leurs yeux de néo-socialistes et sans réagir, quatre directeurs des chantiers, à juste titre inquiets de constater un niveau croissant d'alcoolémie chez certains de leurs interlocuteurs. Ces élus n'ont pas tardé à recevoir le retour de bâton que l'autorité répressive s'est permise de leur faire administrer - par hasard - en déli-vrant leurs prisonniers.



CAMBODGE

Un petit pays sur-armé, le Vietnam, envahit ses voisins. Voici qui n'est pas sans nous inquiéter, surtout qu'on ne sait pas comment réagira la Chine à cette tentative d'encercllement par les satellites de l'U.R.S.S. Sous différents prétextes, les deux grands continent à jouer les gendarmes du monde, chacun dans son hémisphère, comme les U.S.A. à St Domingue et au Chili ou l'U.R.S.S. en Tchécoslovaquie et en Hongrie.

Alors que pour la Tchécoslovaquie les communistes français ont condamné l'intervention russe, pour nous faire croire à cette époque que le cordon ombilical avec l'U.R.S.S. était coupé, cette fois-ci l'Humanité Dimanche se contente de titrer : " ce n'était pas le socialisme". Pour le P.C.F., il était sans doute préférable de remplacer les

camps de Pol Pot par les camps de concentration (psychiatriques ayant le goût de Moscou.

En tant que pacifistes nous sommes contre toutes les armées, même celles qui se disent populaires. C'est pour cela que beaucoup d'entre nous, bien qu'opposés à l'agression américaine, étaient réservés quant à une éventuelle "victoire" du peuple (!?) vietnamien et à tout régime qui s'établirait par la violence.

L'Histoire, malheureusement, a l'air de nous donner raison. Les Vietnamiens ont chassé l'agresseur américain, tant mieux, mais au prix de combien de morts. Maintenant ils ont la 4ème armée du monde et menacent les pays voisins (comme Hitler en 1938) avec le soutien de Moscou.

Si les massacres qu'on nous a décrit étaient vrais, qui regret

L'entrée des forces pro-vietnamiennes dans Phnom Penh.



terait le régime stalinien des Khmers rouges ? Mais le régime non moins stalinien d'occupation vietnamienne est-il mieux ? Alors j'aimerais que les communistes français m'expliquent : pourquoi tant de gens fuient le Vietnam ?

On ne peut qu'être inquiet car, outre les risques de guerre mondiale, où s'arrêteront ces visées expansionnistes après la Tchécoslovaquie, le Laos, le Cambodge...?

D. HOUGUET

membre de l'union pacifiste de France

Réunion de la section de Saint Nazaire le 3ème mercredi de chaque mois, à l'ancienne bibliothèque, Jardin des Plantes, 10h30

RADIOS LIBRES

VERS UN NOUVEAU DÉPART ?

Pendant 1 an (été 77 - été 78) les radios libres ont fait beaucoup parler d'elles, beaucoup d'articles dans les journaux, on les a parfois entendues quand elles n'étaient pas brouillées. Mais après le vote d'une loi répressive, qui augmente les peines de prisons et les amendes pour ces "voleurs" de monopole, le mouvement s'est effrité.

Cette semaine pourtant de nombreuses initiatives montrent que les radios libres vont peut-être redémarrer.

Mercredi, une émission sur l'avortement et la contraception a eu lieu au local de M.L.A.C. à Paris, il y avait foule et les flics ne sont pas intervenus, et surtout l'émission n'a pas été brouillée (pendant 1h30).

Jeudi soir Radio Libre 44 comme la plupart des autres radios libres diffusait la même émission.



Entre temps à Nantes la 1ère émission de Radio Blues Malakoff passait sur les ondes, enfin Radio Libre 44 diffusait Vendredi soir une émission sur l'emploi et le nucléaire dans la région du Pellerin. Samedi et Dimanche se tenait une réunion nationale des Radios Libres, où ont été discuté représ-

PÉROU

SOIREE PEROU

L'année 1979 s'annonce au Pérou comme une année décisive dans son évolution.

Si vous voulez en savoir plus sur l'historique de ce pays, sur son évolution dans les dernières années après le coup d'état militaire en 1968, sur la grève générale du 9 Janvier 79, etc...

Nous vous invitons à une soirée débat :

Le mardi 30 Janvier à 20 H 30. Centre socio-culturel du Sillon de Bretagne 6 Av. des Thébaudières St Herblain

Au cours de cette soirée sera présenté un montage-diapo de 45 minutes sur le Pérou. Organisé par "Nouvelles du Pérou" et soutenu par le comité France-Amérique latine de Nantes.

sion, problèmes juridiques et matériels.

Alors ? Les radios libres vont-elles redémarrer ? Oui si elles ne sont pas isolées (mais que ce soient les groupes de quartiers, etc... qui les prennent en charge) et surtout si elles sont nombreuses.

GALÈNE POSTA

LUTTE BRETONNE

Le jeudi de 18 à 19 H 30 aura lieu un entraînement de lutte bretonne - gouven - au gymnase de la Barboire (quartier des facultés).

Il s'agit de pratiquer ce sport d'une manière détendue et amicale, en se débarrassant de toutes les tares de la compétition et des sports de combat en vogue aujourd'hui.

Pour cela il s'agit de découvrir les prises d'une manière globale, -une vue d'ensemble que l'on précise de plus en plus- et non mécanique -en les découpant et les rejetant plusieurs fois.

Sans ceinture ni hiérarchie entre "bons et moins bons", on peut découvrir les prises en connaissant les quelques prises de base d'où découlent toutes les autres, avec un peu d'imagination. Chacun peut alors trouver un style de lutte plus adopté à sa morphologie et à ses moyens physiques. Il est évident qu'un gars n'a souvent pas le même gabarit ni la même force qu'une fille et qu'un(e) grand(e) ne lutte pas pareil qu'un(e) petit(e).

Il s'agit enfin de permettre des rencontres ouvertes décontractées. Les participant(e)s peuvent alors profiter au maximum des possibilités que leur laisse l'autre. Cela amène à refuser une lutte bloquée - bras tendus - surtout défensive et basée sur une volonté de gagner - ou de ne pas perdre-.

Lutte pour le plaisir et pour acquérir une technique qui permette des rencontres intéressantes.

Par ailleurs si la lutte bretonne -gouven- est particulière aux bretons, ces rencontres sont ouvertes à tous en dehors de tout chauvinisme ou nostalgie.

L'entraînement commencera le Jeudi 25 Janvier.

Ceux qui veulent pratiquer ce sport et discuter de la façon dont ça peut être fait -à partir de cet article- sont donc invités.

Un lutteur en rupture de fédération.

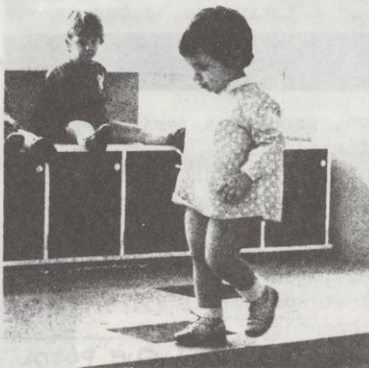


DIWAN

MATERNONS EN BRETELLES

L'association EVIT DIWAN a invité Yann Trelu, breton installé au Pays Basques, à présenter ses nouveaux montages audiovisuels, le vendredi 26 Janvier à 20 H 30 au centre Jean Macé, sous le patronage du "Centre Nantais de Culture Celtique" (CNCC).

"Marée Noire" établit un rapprochement entre la dégradation du milieu naturel et de la situation de la langue bretonne. Devant la carence des pouvoirs publics, des habitants de Lampaul réagissent : ils créent leur association pour la protection du littoral mais aussi ils



fondent leur propre maternelle en breton DIWAN...

Yann Trelu proposera d'autres montages, en particulier un montage sur la situation des écoles en basque (les Ikastolak du Pays Basque Nord se développent rapidement : 22 écoles accueilleraient environ 400 élèves à la rentrée scolaire de septembre 1978).

Ce mouvement exerce une pression assez efficace sur l'Education Nationale, qui a créé des postes d'instituteurs itinérants (qui circulent d'une école publique à l'autre pour enseigner le basque).

L'association EVIT DIWAN rappelle que c'est Yann Trelu qui, par ses montages a déclenché en Bretagne l'éclosion des maternelles en breton DIWAN, créées à l'image des Ikastolak.

A Saint Herblain, la maternelle DIWAN fonctionne très régulièrement. Des renseignements sur cette maternelle où quelques places sont disponibles, pourront être fournis lors de cette soirée aux parents qui désirent que leurs enfants sachent parler breton. L'entrée est libre (participation aux frais).



Ciné-Club du SILLON
"LA BOMBE"
de Peter WATKINS.

vendredi 79 à 21 H.

En cas d'attaque nucléaire sur l'Angleterre, le Kent est la région d'évacuation des civils. Le film décrit les différentes phases d'organisation contre un tel péril et enfin les conséquences de cette attaque : panique, radiations atomiques, victimes, conditions de survie. Ce film, réalisé en 1966 demeure un chef-d'oeuvre du cinéma didactique et une anticipation bouleversante. Admirablement construit il pose, parfois avec un certain humour noir, les problèmes moraux, politiques, sociaux, stratégiques, médicaux de l'horrible explosion.

Centre Socioculturel du SILLON de Bretagne
12 Bis av. des Thébaudières.
SAINTE HERBLAIN

la belle a 2 têtes

Cette pièce a été créée les 15 et 16 décembre derniers à Nantes par deux comédiennes issues des troupes nantaises.

Pour elles, c'est toute une histoire : "C'est l'histoire de notre rencontre... et puis celle d'une rencontre avec un auteur, Jean Charles Blanchard, des musiciens, Charles Arnaud et François Barvé, et un peintre Guy Boulay.

C'est aussi la rencontre avec une petite fille et son histoire, avec Sophie et ses malheurs.

A la rencontre des petites filles, des petites filles que nous avons été.

C'est l'histoire d'un jeu, un jeu de miroirs entre Sophie et sa poupée, entre nous deux complices.

C'est une histoire d'amour - amour fou de Sophie pour son double qui lui est refusé par la voix et le regard de sa mère.

C'est l'histoire d'une mutilation, d'un viol, d'une mise à mort.



C'est une histoire drôle et c'est l'histoire de nos fous rires.

C'est une histoire banale, elle n'a jamais fait la une des journaux.

C'est l'histoire de ce qu'était Sophie et de ce qu'elle est devenue.

C'est une histoire qui n'est pas finie...

Et cette histoire elles voudraient bien vous la raconter les 6 et 7 Février à 21 H, Salle Coligny (sous le temple protestant).

Pour tous renseignements :
Théâtre de la Petite Ortie
3 rue de l'Emery
44 000 NANTES
Tel. 74 80 71 (le soir).

théâtre quipe la chamaille

Mercredi 24, 15 H
Théâtre La Chamaille
SACAPOUSSE

Vendredi 26, 21 H
Théâtre La Chamaille
ELLE et LUI et l'AMANT

Mercredi 31, 15 H
Théâtre La Chamaille
SACAPOUSSE

Mercredi 7, 21 H
Chansons avec JACKY LAGGER
Auteur-compositeur suisse.

theatre FOU.

- 25 JANVIER :
"Prévert à corps et à cri"
au FJF (Beaulieu) à 21 H
Bd Vincent Gâche.

- 3 et 4 FEVRIER :
stage de sténographie.

- 17 et 18 FEVRIER :
stage d'expression corporelle.



27 janvier -
salle de la Mairie à 21 H, spectacle avec :
CASTELHEMIS
que nous avons déjà vu à la Gri-gonnais pour la fête antimilitariste !
ENTREE : 10 frcs.

mots croisés

J. M.

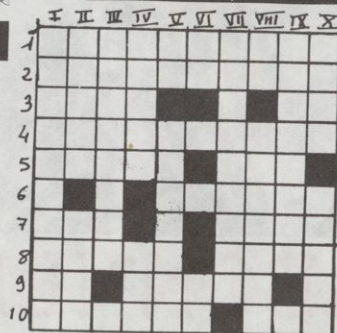
problème n°11

HORIZONTALEMENT.

- 1- Adeptes de la politique du moindre mal.
- 2- Bon pour le service.
- 3- Une amie à Toulet. Concentration de crevures.
- 4- A de l'énergie et des idées.
- 5- Prix de Paris. Réduit (phon.)
- 6- Un droit assez tordu.
- 7- Vieilles godasses. Spécialistes du travail d'orfèvre.
- 8- Unissent ou rassemblent. Rota peut être.
- 9- Voyelles. Une voute mal en point.
- 10- Pour les chevaux plus que pour les maos. Sans effets.

VERTICALEMENT.

- I- Mènent une politique d'équilibre.
- II- Bas pour tristes sires. Non slave.
- III- Fumer dans un cabinet.
- IV- Emergences. Egal ou zéro.
- V- Négation. Fait la bombe.
- VI- Achève un service (phon). Interjection méridionale.
- VII- Produit de la calotte.
- VIII- Demi galopin. Capable de vous botter.
- IX- Une tension qui vous électrise.
- X- Laisse en plant. Montrions peu de reconnaissance.



	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X
1	S	I	N	O	L	O	G	U	E	S
2	O	N	A	N	I	S	M	E	E	
3	U	T		D	E	S	T	I	N	S
4	R	E	P	U				O	T	
5	D	R	O	L	A	T	I	Q	U	E
6	E	D		E	D	U	Q	U	E	R
7	M	I	N	E	U	R	E		C	
8	E	T	A		L	E	T	T	R	E
9	N	E	G	R	E		R	E	A	
10	T		E	B	E	N	I	S	T	E

SOLUTION

n°10

CETTE SEMAINE

NANTES

MARDI 23 JANVIER

- Cinémathèque Salle Vasse
20h30 "Le japonais gentil" de Higashi
- 22h30 " Croissance" de Goshô.
- Exposition débat sur l'énergie nucléaire du 23 au 26 Janvier au centre socio-culturel du Breil-Malville.
20h30 23 janvier, montage diapos CFDT avec CSP, CFDT, CSCV, PC, EDF.

JEUDI 25 JANVIER

- 20h30 réunion du groupe Femmes Maternité chez Brigitte Guichenay 24 rue Reine Astrid
- 21h " Prévert à corps et à cris" théâtre Fou , FJT Bd Vincent Gâche
- 20h30 Nucléaire: réunion avec les militants d'entreprise et la coordination des Comités local APL 26 bis Bd R; Schumar
- 20h30 réunion du Comité Larzac au Centre social de Port-Boyer.

SAINT NAZAIRE

MARDI 23 JANVIER

- 20h30 comité de soutien pour les naturalistes de la plage de la Jaunais, Fraternité Protestante, rue de l'Île de France.

VENDREDI 26 JANVIER

- 21h Cinéma des pays de l'Est MJEP;



VENDREDI 26 JANVIER

- 20h30 film " Voyage dans les centres de la terre" centre socio-culturel du Breil-Malville. NANTES
- 20h30 réunion du club Freinet avec l'auteur du livre " l'autogestion c'est pas de la tarte" Maison des Jeunes allée de Provence.Rezé.
- 21h "Elle et Lui et l'Amant" Théâtre de la Chamaille, 5 rue du Ballet. NANTES
- Stage " Le racisme et ses aspects juridiques" 26 27 Janvier, MRAP, 8 allée Cassard
- Stage de mécanique auto à Culture et Liberté 10f



DIMANCHE 28 JANVIER

- Bal breton avec Ankou, Folk Urbain et plusieurs sonneurs par l'ACCID, (Association pour la Culture Celtique par l'information et le Développement) au Centre Socio culturel de Port Boyer.

LUNDI 29 JANVIER

- "Savoir s'exprimer" avec culture et Liberté 30 rue de la BOUCHERIE.

Sommaire

BREVES

.....P.2
Brissonneau usine occupéeP.3,4,5

OUVRIERS

Noirmoutier couléP.6,7,8

ENVIRONNEMENT

Contre les neutrons, cyclons p.8
Chroniques nucléairesP.9,10
B. D.P.11

NUCLEAIRE

7,22 : Questions.....P.12,13
Chômeurs autonomes.....P.13
APL truquée : l'armée du GRIM P.14
P.15
La caisse d'épargne chez CitroënP.15
La Rapière : l'extrême droite dégainéP.16

MEDIA

.....P.12,13
.....P.13
P.14
P.15
.....P.15
.....P.16

INTERNATIONAL

Cambodge : pétition Radios-libresP. 17

BREIZH

luttons bretonnesP. 18
Maternons en bretellesP. 18

CULTURE

ThéâtresP. 19
Mots croisésP. 19



ABONNEMENT

Un trimestre : 12 numéros : 35 F. Soutien : 50 F.
Un semestre : 24 numéros : 70 F. Soutien : 100 F.
Un an : 48 numéros : 140 F. Soutien : 200 F.

NOM : Prénom :
Adresse :

Mettre le chèque à l'ordre des **Nouvelles Éditions de l'Ouest** et l'envoyer à l'**APL**, 26 bis boulevard R.-Schumann — 44300 NANTES

3 numéros gratuits 8 numéros 15 F.

Réservé aux personnes à qui tu veux faire connaître le journal.

APL

Les textes peuvent être apportés toute la semaine.
Le vendredi de 16H à 19H30 réunion de rédaction ouverte à tous.
A partir de 21H discussion générale sur tous les sujets d'actualité.



PERMANENCES

tous les jours : 17H-19H
Téléphone : 76.26.33